

France-Sotteville-lès-Rouen: Feasibility study, advisory service, analysis

OJ S 194/2021 06/10/2021

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: ville de Sotteville-Lès-Rouen

National registration number: 21760681300012

Postal address: place de l'hôtel de Ville

Town: Sotteville-les-Rouen Cedex

NUTS code: FRD22 Seine-Maritime

Postal code: 76301

Country: France

E-mail: correspondre@aws-france.com

Telephone: +33 235636077

Fax: +33 235623557

Internet address(es):Main address: <https://www.sotteville-les-rouen.fr/>Address of the buyer profile: <https://agysoft.marches-publics.info>**I.3. Communication**

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://agysoft.marches-publics.info>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://agysoft.marches-publics.info>

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

assistance technique, administrative et financière à maîtrise d'ouvrage pour la requalification de l'espace Marcel Lods: réaménagement du parc urbain et réhabilitation des cinq écoles et du gymnase

Reference number: 2021-08

II.1.2. Main CPV code

71241000 Feasibility study, advisory service, analysis

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

les missions d'amo attenues s'inscrivent dans le projet dit " projet de requalification de l'espace Marcel Lods ". Accord-Cadre monoattributaire, exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande ayant pour objet la réalisation de missions d'assistance technique, administrative et financière à maîtrise d'ouvrage pour le réaménagement du parc urbain et la réhabilitation des cinq écoles et du gymnase.les candidats doivent réunir seul ou en groupement, le cas échéant avec un ou des sous-traitants, les compétences suivantes :-compétences dans les champs techniques du projet (aménagement/construction/environnement),-programmation,-économie de la construction,-marchés publics (aspects juridiques et financiers),-gestion de projet,-gestion financière,-gestion de planning (ordonnancement),-bim.Accord-cadre conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 200 000 euro(s) Ht sur la durée du marché

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 1 200 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

71241000 Feasibility study, advisory service, analysis

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRD22 Seine-Maritime

II.2.4. Description of the procurement

les missions d'amo attenues s'inscrivent dans le projet dit " projet de requalification de l'espace Marcel Lods ". Accord-Cadre monoattributaire, exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande ayant pour objet la réalisation de missions d'assistance technique, administrative et financière à maîtrise d'ouvrage pour le réaménagement du parc urbain et la réhabilitation des cinq écoles et du gymnase.les candidats doivent réunir seul ou en groupement, le cas échéant avec un ou des sous-traitants, les compétences suivantes :-compétences dans les champs techniques du projet (aménagement/construction/environnement),-programmation,-économie de la construction,-marchés publics (aspects juridiques et financiers),-gestion de projet,-gestion financière,-gestion de planning (ordonnancement),-bim.Accord-cadre conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 200 000 euro(s) Ht sur la durée du marché

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 1 200 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 96

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

en application de l'article R. 2122-7 du Ccp, L'Acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire des marchés (y compris accords-cadres) ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.- Formulaire Dc1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)- formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)- si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus- si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté en cas de groupement: forme juridique que devra revêtir un groupement de prestataires attributaire de l'accord-cadre: groupement solidaire ou groupement conjoint avec mandataire solidaire. un même opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements. Pas de possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de membres non-mandataires de plusieurs groupements. Une lettre de candidature (imprimé Dc1 dans sa version du 01/04/2019 ou e-dume ou équivalent), mentionnant la composition du groupement le cas échéant et désignant le mandataire et comportant la déclaration sur l'honneur attestant que le candidat individuel ou chaque membre du groupement ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L2141-1 à 2141-5 du Code de la Commande publique. En cas de candidature sous forme de groupement : le formulaire Dc1 est unique pour la totalité des membres du groupement, en revanche chaque membre du groupement doit fournir un e-dume. En cas d'attribution de l'accord-cadre : attestations et certificats 1. les attestations et certificats fiscaux délivrés par les administrations compétentes du pays où il est établi prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ; 2. une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du

code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ou un document équivalent pour les candidats établis ou domiciliés à l'étranger ;3.la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, établie à partir du registre du personnel et précisant sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;4.pour l'employeur établi à l'étranger qui emploie des salariés en détachement, les documents requis à l'article R.1263-12 du code du travail ;5.si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;6.les pouvoirs du ou des signataires à engager l'attributaire ou le groupement attributaire. Signataire.En cas de cotraitance, ces éléments seront à fournir par chaque cotraitant

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.Le candidat peut utiliser le formulaire Déclaration du candidat - dc2 ou un e-dume, pour fournir tout ou partie des renseignements demandés. En cas de candidature sous forme de groupement, chaque membre du groupement fournit les renseignements et documents demandés ci-dessous :-Les chiffres d'affaires global et dans le domaine objet du marché sur les trois derniers exercices disponibles.-les effectifs au cours des trois dernières années.-une attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle, mentionnant la période de validité, la nature des activités garanties, le montant des garanties, le nom de la compagnie et le no de contrat.-les références de prestations similaires à celles objet du marché : présentation d'une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les références datant de plus de trois ans seront prises en compte

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- Certificats de qualifications professionnelles.La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat- présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre-les références de prestations similaires à celles objet du marché : présentation d'une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les références datant de plus de trois ans seront prises en compte.-les certificats de qualification professionnelle détenus

Minimum level(s) of standards possibly required:

les candidats doivent réunir seul ou en groupement, le cas échéant avec un ou des sous-traitants, les compétences suivantes :-compétences dans les champs techniques du projet (aménagement/construction/environnement),-programmation,-économie de la construction,-marchés publics (aspects juridiques et financiers),-gestion de projet,-gestion financière,-gestion de planning (ordonnancement),-bim.Le niveau de capacité minimum attendu est défini par rapport aux qualifications Opqibi suivantes :-0102 : Amo en finance et économie ; -0107 : Amo en planification stratégique ; -0109 : Conduite d'opération.La preuve de cette capacité est apportée soit par la production de la copie du certificat de qualification Opqibi obtenu et en vigueur, soit par tout moyen de preuve démontrant une capacité équivalente.La nomenclature et le référentiel de qualification sont consultables sur <https://www.opqibi.com/uploads/documents/nomenclature-opqibi-040221-v2-6040a2c20c7f9528866521.pdf>Les candidats ne présentant cette capacité minimum sont éliminés

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution d'un marché subséquent, il sera fait application de l'article 25 du Ccag-Pi

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement
Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 15/11/2021 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 4 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 15/11/2021 Local time: 13:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://agysoft.marches-publics.info> - Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur: <https://www.marches-publics.info/Annonces/recherchersaisir> : dans " département " : 76 ; dans " ville " : Sotteville-Lès-Rouen Les prestations de cet accord cadre ne sont pas alloties car l'acheteur ne dispose pas des moyens humains nécessaires pour piloter et coordonner plusieurs assistants à maîtrise d'ouvrage. L'accord-cadre est passé pour une durée de 8 ans à compter de sa date de notification. Conformément à l'article L2521-1-1° du CCP cette durée supérieure à 4 ans est justifiée par la durée estimative du projet objet des missions d'assistance, l'acheteur doit pouvoir s'appuyer sur une assistance à maîtrise d'ouvrage engagée et responsabilisée pour la totalité du projet. Procédures de recours: -référé précontractuel : conformément à l'article L. 551-1 et aux articles R. 551-1 à R. 551-6 du Code de Justice Administrative, tout opérateur économique ayant intérêt à conclure le contrat peut introduire un référé précontractuel contre tout acte de la passation jusqu'à la date de signature du marché, auprès du Tribunal Administratif compétent. -référé contractuel : conformément à l'article L. 551-13 et aux articles R. 551-7 à R. 551-7 à R. 551-10 du Code de Justice Administrative, tout opérateur économique ayant intérêt à conclure le contrat peut introduire un référé contractuel contre tout acte de la passation, dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut d'un tel avis dans un délai de six (6) mois à compter de la conclusion du marché devant le Tribunal Administratif compétent. -recours pour excès de pouvoir : conformément aux articles R. 421-1 et R. 421-2 du Code de Justice Administrative, tout opérateur économique ayant un intérêt à agir, dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours contentieux au Tribunal Administratif compétent, à compter de la décision lui faisant grief. Il peut assortir son recours d'un référé suspension conformément à l'article L. 521-1 du Code de Justice Administrative. -Recours de plein contentieux : prévu à l'article R. 421-3 du code de justice administrative et pouvant être exercé dans un délai de deux mois contre les décisions de rejet. Le tribunal administratif compétent est : Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen; Tél. : 02 32 08 12 70 - télécopie : 02 32 08 12 71; Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal administratif de Rouen
Postal address: 53 avenue Gustave Flaubert
Town: Rouen
Postal code: 76000
Country: France
E-mail: greffe.ta-rouen@juradm.fr
Telephone: +33 232081270
Fax: +33 232081271

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: tribunal administratif de Rouen
Postal address: 53 avenue Gustave Flaubert
Town: Rouen
Postal code: 76000

Country: France

E-mail: greffe.ta-rouen@juradm.fr

Telephone: +33 232081270

Fax: +33 232081271

VI.5. Date of dispatch of this notice

01/10/2021